



Mardi 20 mai 2014

Les raisons de l'abstention

Je suis un des 41 « frondeurs », ni aubryste ni membre de l'aile gauche, encore moins prêt à répondre à l'appel du pied grossier de Jean-Luc Mélenchon, mais totalement solidaire de l'initiative du « contrat de majorité » adressé au premier ministre il y a un mois.

Rescapé de l'hécatombe des élections municipales, réélu dès le premier tour, je souhaite malgré le doute qui s'est installé, la réussite du président de la République que j'ai soutenu dès le début des primaires alors que j'avais été proche d'Arnaud Montebourg après avoir longtemps été orphelin de Jean-Pierre Chevènement. Le discours du Bourget de François Hollande m'avait même enthousiasmé. Revenir à l'esprit du Bourget, tel est le sens profond de la motivation des 41 abstentionnistes comme des signataires de l'« appel des cent ».

J'ai voté la confiance le 8 avril à Manuel Valls mais je ne pouvais voter le programme de stabilité budgétaire jusqu'en 2017 et son plan de 50 milliards d'économies. Du discours du Bourget au vote du 29 avril, c'est le renoncement à la promesse faite aux Français il y a deux ans qui justifie mon vote. François Hollande alors candidat à l'élection présidentielle affirmait ainsi que « *la France [devait] retrouver l'ambition de changer l'orientation de l'Europe* ». Il ajoutait que c'était « *le vote des Français qui sera notre levier pour convaincre* » et que c'est pour cette raison qu'il

proposera « à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance » et qu'il renégociera le traité européen. J'ai donc voté contre la ratification de ce dernier non-renégocié en octobre 2012. Qui se souvient d'ailleurs du volet de croissance de 120 milliards d'euros promis par François Hollande à défaut de renégociation ?

Aujourd'hui, comment peut-on nous accuser d'avoir fait « prendre un risque à la France » le 29 avril dernier, de ne pas être responsables ou pire, d'être des « djihadistes » ? Le premier ministre le sait et le dit : le véritable sujet, c'est l'Europe, c'est l'euro trop fort. Pour ne pas avoir su et pu négocier et renégocier, parce que pendant deux ans on s'est soumis aux volontés d'Angela Merkel et de l'ordo-libéralisme allemand, nous sommes condamnés jusqu'en 2017 à encore plus d'austérité. La spirale déflationniste est engagée, car comment croire que les effets récessifs attendus de la réduction massive et rapide des dépenses publiques n'auront pas d'impact sur une reprise de la croissance annoncée mais peu vigoureuse. Et comment, trente ans après la pratique par la droite comme par la gauche de la baisse des charges en particulier sur les bas salaires, croire que les entreprises investiront et embaucheront même si leurs marges s'accroissent alors même que la demande demeure trop faible ? Il a même été décidé qu'aucun contrôle ne sera fait sur l'utilisation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et il n'est plus fait mention des contreparties en matière de création d'emplois.

Le renoncement de François Hollande en juin 2012 de proposer à Angela Merkel un « pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance » l'a conduit moins de deux ans après à imposer aux Français un pacte de responsabilité et de solidarité qui nous apparaît inefficace économiquement et injuste socialement en dépit des corrections utiles de dernière minute.

Mais le sens profond de mon abstention réside dans le risque politique majeur que contient cet « acte fondateur » qu'a constitué le vote du 29 avril selon l'expression de Manuel Valls. Au-delà des élections municipales et des prochaines élections européennes, le risque populiste et extrémiste est une évidence en France comme en Europe excepté en Allemagne et ce n'est pas une coïncidence. Depuis trop longtemps, les Français ont le sentiment de se trouver dans une situation de dégradation qui les tire vers le bas et qui les décline socialement toujours un peu plus, la jeunesse craint pour son avenir qui est déjà son présent et les catégories populaires ne se sentent ni défendues ni représentées. Les uns et les autres voient en effet la France se perdre dans une Europe de l'austérité sans fin et sans finalité. L'abstention aux élections municipales a été la réponse d'une grande partie des Français qui, il y a deux ans, ont largement voté pour François Hollande. Ce serait une illusion après avoir pensé pour certains laisser tomber la classe ouvrière pour s'assumer comme un parti de la classe moyenne salariée, de continuer à croire qu'il suffirait pour contenir le Front national de le qualifier de parti nationaliste, d'expliquer qu'il conduirait le pays à la faillite et d'appeler au vote républicain lorsque le seul rassemblement des socialistes et des écologistes ne permettrait pas la victoire. Bref, il ne suffit pas d'avoir les idées claires face au FN, encore faut-il avoir une politique convaincante. Après avoir augmenté la pression fiscale de 30 milliards d'euros comme l'a fait la droite avant 2012 pour réduire les déficits et servir les intérêts d'une dette publique qui a financé les cadeaux fiscaux de Nicolas Sarkozy puis le sauvetage des banques, nous allons maintenant réduire massivement les dépenses publiques de 50 milliards d'euros. Comment peut-on penser que l'affaiblissement industriel, pour ne pas dire avec Alstom la défaite industrielle, ne conduisent une partie de plus en plus importante de nos concitoyens à se défier de ses dirigeants et en même temps d'une Europe jugée largement responsable de l'explosion du chômage et de la baisse des revenus ?

La question aujourd'hui en Europe ce n'est pas le maintien de la paix, c'est plus celui de la démocratie et du modèle social né après la guerre. Le 21 avril 2002 a été une « *blessure* » pour reprendre le mot de François Hollande dans son discours du Bourget. Le 25 mai prochain pourrait en être une seconde. Si les socialistes veulent réorienter l'Europe, il ne faut pas seulement attendre le résultat incertain des élections européennes et l'hypothétique victoire de Martin Schulz. Il faut commencer par ne pas se soumettre en France à la pensée économique unique qui domine sur notre continent et qui contribue au « *déclin national* ». C'est finalement ce qu'ont exprimé clairement le 29 avril les députés socialistes qui ont choisi l'abstention.